



# La redéfinition du block bourgeois au cours des vingt dernières années

»Si la réalité du libéralisme économique, c'est le renard libre dans le poulailler, on comprend pourquoi les poules cherchent à s'organiser (...), mais les renards, pourquoi s'organiseraient-ils?«

*Henri Weber dans »Le parti des patrons:*

*Le CNPF 1946-1990.*

La Suisse est sans doute le seul pays en Europe, où la social-démocratie n'a jamais été la force politique dominante du gouvernement national. Cette faiblesse de la gauche sur le plan politique tient essentiellement à la force et à la cohésion du bloc bourgeois, réunissant les principales associations économiques et les partis politiques de droite, qui s'est mis en place au début du 20<sup>e</sup> siècle. La domination de ce bloc bourgeois durant la quasi-totalité du siècle dernier a eu un impact considérable sur l'organisation de l'économie suisse et la définition des politiques économiques de l'Etat fédéral. Ce n'est que durant les années 1990 que la cohésion des milieux économiques et des partis de droite fut véritablement déstabilisée.

## Brefs rappels historiques: la formation du bloc bourgeois

L'importance du bloc bourgeois pour le développement économique et politique de la Suisse s'explique en grande partie par l'organisation très précoce des secteurs économiques les plus importants, à travers la création des associations économiques faïtières: l'USCI (ou Vorort), fondée en 1870, représentant les principales industries d'exportation, l'Union suisse des arts et métiers, créée en 1879, organisant les milieux des arts et métiers, l'Union suisse des paysans, fondée en 1897, représentant les intérêts agricoles, et, enfin, l'Association suisse des banquiers, qui ne fut créée qu'en 1912, parallèlement à l'essor du secteur bancaire helvétique. Ces principales associations économiques, avec pourtant des intérêts parfois contradictoires, ont réussi à s'allier et à former un front commun contre le mouvement ouvrier en voie d'organisation dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Baumann, 1993. Mach,

---

**André Mach**

Maître d'enseignement et de recherche. Institut d'études politiques et internationales. Université de Lausanne et PS Lausanne.

parfois contradictoires, ont réussi à s'allier et à former un front commun contre le mouvement ouvrier en voie d'organisation dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Baumann, 1993. Mach,



2006). Toutes ces associations, qui bénéficièrent de subventions de la Confédération pour assumer certaines tâches d'intérêt collectif, se sont organisées beaucoup plus tôt au niveau national que les partis politiques, qui sont restés moins structurés sur le plan fédéral.

On retrouve donc ainsi un haut degré de cohésion et de coordination entre les élites patronales, par le biais des associations, mais également à travers les très nombreuses interconnexions entre les conseils d'administration des plus grandes entreprises. Le capitalisme suisse se caractérisait jusque dans les années 1990 par la très forte concentration du pouvoir économique entre les mains des dirigeants des principales grandes entreprises suisses, aussi bien du secteur bancaire qu'industriel. Le fait de siéger dans plusieurs conseils d'administration, ainsi que la représentation dans les principales associations patronales, favorisaient la cohésion de classe des élites patronales provenant des grandes entreprises (Giovanoli, 1939 et Schnyder et al., 2005). En outre, les associations économiques étaient étroitement impliquées dans les processus de décision politiques et disposaient également d'étroites connexions avec les députés bourgeois au Parlement.

De son côté, la gauche et les syndicats n'avaient qu'une influence secondaire sur les politiques économiques au début du 20<sup>e</sup> siècle. Après la grève générale de 1918, la gauche et les syndicats, suite à la modération de leur programme politique, ont été progressivement intégrés aux structures du pouvoir: participation des représentants syndicaux dans les commissions extra-parlementaires, accords de paix du travail de 1937 et élection du premier socialiste au Conseil fédéral en 1943. Dès ce moment-là, la gauche s'est contentée d'une participation minoritaire aux organes décisionnels.

Cette configuration des rapports de pouvoir politico-économiques en faveur du bloc bourgeois est restée stable pendant l'ensemble du 20<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1990; malgré l'intégration du PSS et des syndicats, ce sont les différentes composantes du bloc bourgeois qui ont donné le ton en matière de politiques économiques et sociales.<sup>1</sup>

Le haut degré de cohésion et de coordination des élites économiques a eu des répercussions aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. Sur le premier niveau, les étroites relations entre les élites économiques se sont traduites par d'intenses relations entre banques et entreprises industrielles, favorisant le financement de ces dernières, par de très nombreuses interconnexions entre les conseils d'administration des grandes entreprises suisses, par l'existence de nombreux cartels, par des mécanismes de coopération favorisant le transfert technologique entre entreprises, ou encore par l'existence d'un système de formation



professionnelle, largement organisé par les associations professionnelles.

L'économie politique suisse était loin d'être libérale, axée sur le marché et la concurrence, mais s'appuyait au contraire sur un haut degré de coordination et d'autorégulation par les acteurs privés, en particulier les principales associations économiques, face à un Etat fédéral peu interventionniste. L'économie suisse correspond très largement à ce que certains ont qualifié de «capitalisme organisé» ou plus tard d'«économie de marché coordonnée» (Hilferding, 1970. Sur la Suisse: Jost, 1980 ou Schnyder et al., 2005).

La prépondérance du bloc bourgeois sur le plan politique s'est traduit au niveau des principales politiques économiques et sociales par la faiblesse du droit du travail, notamment en ce qui concerne la protection contre les licenciements, partiellement compensé par les conventions collectives de travail. De même, l'Etat social suisse s'est constitué très tardivement; il est resté largement inachevé, dans la mesure où de larges domaines des principales politiques relèvent encore aujourd'hui en partie de la compétence d'acteurs privés (2<sup>e</sup> pilier des retraites ou assurance-maladie).

En revanche, les forces économiques du bloc bourgeois ont bénéficié de politiques de «protectionnisme sélectif» qui favorisaient principalement les secteurs produisant pour le marché intérieur: politique agricole parmi les plus généreuses et protectionnistes des pays de l'OCDE, grande tolérance pour les cartels, nombreuses réglementations fédérales ou cantonales cloisonnant le marché intérieur ou encore politique de la main d'œuvre étrangère favorisant certaines branches économiques, comme l'hôtellerie et la restauration ou la construction. Ces différentes formes de «protectionnisme sélectif» ont été rendus possible par le poids des associations économiques dans les processus de décision politique.

Toutefois, ces politiques de «protectionnisme sélectif» ne se limitaient pas aux seuls secteurs économiques produisant pour le marché intérieur, mais concernaient aussi les grandes entreprises les plus internationalisées, notamment en matière de préservation du contrôle des entreprises suisses entre les mains des gros actionnaires historiques. Cela a été possible grâce à certains instruments codifiés dans le droit des sociétés anonymes, comme les actions nominatives liées (Vinkulierte Namensaktien), dont la transférabilité à de nouveaux actionnaires indésirables pouvait être restreinte par la direction des entreprises, ou le droit de vote par procuration des banques des actions en dépôt (Depotstimmrecht), qui permettait de contrôler les assemblées des actionnaires et empêcher l'expression de voix discordantes. Ces mécanismes protectionnistes ne



furent possibles que grâce à la solidarité des élites patronales, en particulier entre les grandes banques et les principales entreprises industrielles. Ils ont ainsi permis de façonner la «forteresse des alpes», selon la formule de certains investisseurs internationaux à propos de la Suisse, soulignant ainsi la difficulté de prendre le contrôle des entreprises helvétiques (Schnyder et al., 2005. Mach et al., 2007).

Ce modèle suisse d'économie politique, hautement coordonné par les élites patronales, est resté stable pendant la majeure partie du 20<sup>e</sup> siècle et correspondait à une version «libérale-conservatrice» du corporatisme démocratique (Mach, 2006). Ce n'est que dans les années 1990 que l'économie politique suisse a connu de profonds changements.

### **Déstabilisation du bloc bourgeois au cours des années 1990**

Alors que dans la plupart des pays industrialisés avancés, c'est surtout durant les années 1970 et 1980, avec le ralentissement de la croissance économique et la progression du chômage, qu'on assiste à une réorientation libérale des politiques économiques et sociales de la période des «trente glorieuses», en Suisse, ce n'est que vingt ans plus tard, durant les années 1990, que certaines politiques économiques sont remises en cause.<sup>2</sup>

Les années 1990 marquent un véritable tournant aussi bien sur le plan du contexte économique que des rapports de forces entre les principales forces économiques et politiques et des réformes de politiques économiques et sociales. La récession et la stagnation économique durant la majeure partie des années 1990, qui a conduit à une forte progression du chômage, s'est accompagnée d'une transformation de l'environnement international. Face à l'accélération de l'intégration économique européenne depuis le milieu des années 1980<sup>3</sup> l'accélération de la libéralisation des échanges économiques, la Suisse est de plus en plus confrontée à des pressions internationales.

Ce nouveau contexte économique et international a conduit à une déstabilisation et à une redéfinition du bloc bourgeois, longtemps très cohésif et hégémonique en Suisse. Trois forces économiques et politiques ont contribué à cette déstabilisation, caractérisée par une accentuation des divisions parmi les milieux patronaux et un affaiblissement de leur cohésion.

1. Tout d'abord, dès le début des années 1990, on assiste à une «offensive néo-libérale» des représentants des plus grandes multinationales suisses, secondé par quelques économistes néo-libéraux. Ces initiatives débou-



cheront sur la publication des différents ›livres blancs‹ en 1991 et 1995, ainsi qu'au ›rapport de Pury‹ en 1992. Dans ces diverses publications, les représentants des secteurs les plus internationalisés de l'économie suisse remettent explicitement en cause et s'attaquent frontalement à certaines politiques bénéficiant aux secteurs économiques produisant pour le marché intérieur. En effet, outre les attaques attendues contre les assurances sociales, contre les entreprises publiques et contre la fiscalité, les publications de ces milieux comportaient des propositions qui mettaient vigoureusement en cause les intérêts de l'agriculture, des arts et métiers: interdiction des cartels, libéralisation et diminution des subventions pour le secteur agricole, remise en cause de la politique de la main d'œuvre étrangère (pour attirer du personnel hautement qualifié), etc. (Mach, 2006).<sup>4</sup> Les impulsions de ces milieux, qui servirent largement d'inspiration au programme de revitalisation de l'économie suisse, amorcé par le Conseil fédéral en 1993, constituent une claire ›désolidarisation‹ des fractions les plus internationalisées du patronat suisse vis-à-vis des autres secteurs économiques. Elles suscitèrent de fortes réticences parmi les milieux des arts et métiers, de l'USP, mais aussi de certains secteurs économiques membres de l'USCI.

2. Dans le contexte de la libéralisation des marchés financiers internationaux depuis les années 1980, l'affirmation du ›nouveau capital financier‹ représente un deuxième facteur de déstabilisation du bloc bourgeois, et plus particulièrement la forte cohésion des élites patronales. L'émergence de nouveaux investisseurs institutionnels (fonds d'investissements, fonds de pension, assurances, banques d'investissement), dont Martin Ebner et ses fonds d'investissement furent la figure emblématique en Suisse durant les années 1990, ont marqué la transition vers le capitalisme financier ou actionnarial en Suisse. Cette nouvelle ère du capitalisme implique la transformation de la gestion des entreprises, dans lesquelles les critères de rentabilité financière sont devenus les principes de base du fonctionnement des entreprises. L'objectif vise à maximiser la shareholder value (valeur actionnariale) de celles-ci, à travers la progression du cours des actions, l'augmentation des versements de dividendes ou le rachat de ses propres actions et des restructurations en profondeur des entreprises (FTMH, 1999). D'autre part, les grandes banques suisses, au cœur du modèle traditionnel de la ›forteresse des alpes‹, ont aussi grandement contribué à l'essor de ce capitalisme financier. Elles ont clairement donné la priorité aux revenus provenant de leurs activités d'investment banking sur les marchés financiers et de gestion de fortune au détriment de leur politique de crédit aux entreprises, ce



qui s'est notamment traduit par une politique de crédit plus restrictive et le retrait des représentants des banques des conseils d'administration des autres entreprises.

Après quelques résistances (grand combat entre la direction UBS et Ebner au milieu des années 1990 et nombreux conflits sur le contrôle de certaines grandes entreprises), l'establishment économique et les grandes entreprises ont largement intériorisé le principe de la maximisation de la valeur actionnariale (plus grande transparence des comptes, simplification de la structure du capital et meilleure rémunération des actionnaires, sous la forme de dividendes et de rachats de ses propres actions, plutôt qu'accumulation de réserves latentes). Ce sont maintenant les principaux acteurs des marchés financiers (investisseurs institutionnels, banques d'investissement et analystes financiers) qui contrôlent et dictent les stratégies des grandes entreprises dans l'intérêt des actionnaires, et non plus l'establishment économique national (Pages de gauche, 2006).

Cette domination croissante du «nouveau capital financier» suscite de fortes tensions parmi les milieux patronaux. Les entreprises industrielles de taille moyenne sont particulièrement menacées par des prises de contrôle par des acteurs financiers internationaux. Les cas récents de Implexia, de Sulzer ou de Von Roll sont très significatifs à cet égard et ont suscité de vives réactions parmi certains milieux patronaux, opposés à la primauté de cette logique financière. De même, les rémunérations pharamineuses des dirigeants des plus grandes entreprises, qui résultent de l'essor du capitalisme financier, ont aussi suscité le malaise, voire les critiques, de nombreux représentants des milieux patronaux.

Cet essor du «capitalisme financier» a également conduit au cours des années 1990 à une remise en cause des interconnexions entre les conseils d'administration. Cela correspond à un déclin très net du »Filz économique« traditionnel (Schnyder et al., 2005).

3. Enfin, sur le plan politique, le bloc bourgeois a encore été passablement »tourmenté« au cours des années 1990 par la forte progression de l'UDC au détriment des autres partis de droite, le PRD et le PDC. Dans le contexte de crise et d'incertitude de la dernière décennie (récession, chômage et rapports incertains avec l'Union européenne), l'UDC s'est métamorphosé d'un petit parti agrarien en plus grand parti de la droite, anti-européen et anti-étranger. Dans un premier temps, les tensions et les conflits entre l'UDC d'un côté, et les radicaux et le PDC de l'autre, furent vifs et nombreux; cependant, depuis les élections fédérales de 2003 et l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral, l'UDC s'est



clairement affirmée comme le parti le plus important de la droite et a imposé son leadership aux autres formations de la droite. Derrière un discours populiste anti-étranger, qui lui a permis de rallier à son soutien une proportion de plus en plus large de citoyens déstabilisés par le contexte des années 1990, l'UDC a un programme en matière économique et social, axé sur la baisse des impôts et le retrait de l'Etat, qui toucherait une bonne partie de son électorat. Jusqu'à maintenant l'UDC, grâce à une communication politique très efficace, a réussi masquer ses contradictions entre l'orientation néo-libérale de ses propositions économiques et sa base électorale.

Ces trois nouvelles forces économiques et politiques ont eu pour effet de déstabiliser la cohésion du bloc bourgeois. On a ainsi pu constater un très net affaiblissement de certaines de ces composantes, comme l'USAM et l'USP (secteurs en partie protégé auparavant) parmi les associations économiques ou le PRD et le PDC parmi les partis. Plus généralement, on assiste aussi à une certaine remise en cause de la cohésion interne de certains acteurs, comme la principale association patronale, Economie.suisse, issu de la fusion du Vorort et de la SDES, auxquels a refusé de se joindre l'UPS. Depuis sa création, Economie.suisse a suivi une ligne très néo-libérale (proche d'Avenir Suisse), sous l'impulsion des représentants des banques et de la chimie, ce qui suscita de fortes tensions internes, marquées notamment par les menaces de Swissmem et de la Société suisse des entrepreneurs de la construction de se retirer de l'association faîtière en 2006.

### **Conclusions: redéfinition du bloc bourgeois**

En guise de synthèse, les profondes mutations économiques et politiques des années 1990 ont fortement déstabilisé le bloc bourgeois traditionnel. Toutefois, les forces bourgeoises et patronales sont restées dominantes et on a plutôt assisté à une redéfinition du bloc bourgeois, plutôt qu'à une affirmation des forces politiques progressistes. Ainsi, au sein du bloc bourgeois, les années 1990 ont été marquées par la montée en puissance de deux outsiders (Christoph Blocher et Martin Ebner) au détriment de l'establishment économique-politique. Après avoir attaqué frontalement l'ancien establishment, essentiellement radical, ils ont été largement intégrés et dans les cercles du pouvoir, de même que leurs idées, qui étaient partagées dans une large mesure (sauf sur la politique économique extérieure) par les initiateurs des ›livres blancs‹. Ceci a conduit à une redéfinition du bloc bourgeois traditionnel, où ce sont maintenant les forces des marchés financiers qui sont devenus prépondérants dans la



direction des entreprises, et non plus l'establishement économique suisse très cohésif; dans cette perspective, les associations patronales sont devenues moins nécessaires qu'auparavant pour organiser le fonctionnement de l'économie. Sur la plan politique, c'est l'UDC qui a pris le leadership au détriment du PRD et du PDC.

Dans ce contexte politico-économique, la gauche et les syndicats se sont retrouvés sur la défensive et n'ont pas réussi à vraiment capitaliser les divisions au sein du bloc bourgeois pour favoriser sa mobilisation. Même si la gauche a pu célébrer d'importantes victoires référendaires, elle a aussi dû subir des reculs dans plusieurs domaines (assurances sociales, droit du travail et conventions collectives notamment).

Les contradictions au sein des forces bourgeoises sont plus fortes qu'auparavant et la cohésion économique et politique des élites patronales et des partis de droite est plus faible qu'avant les années 1990. Ainsi, l'UDC et les radicaux ne disposent pas de majorité populaire pour leur programme économique et social (comme le montrent les refus de la libéralisation du marché de l'électricité en 2002, du paquet fiscal et de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS en 2004). Depuis les échecs de 2004, il est d'ailleurs frappant de constater comment l'UDC, en période électorale, met l'accent sur les sujets touchant les étrangers et l'asile, plutôt que sur les sujets sociaux et économiques.





## Notes

- 1 Ce n'est que durant les périodes de grande crise économique que les rapports de force politico-économiques se sont quelque peu modifiés, comme par exemple durant les années 1930, qui débouchèrent sur l'intégration de la gauche. A cette époque, la perspective d'une « coalition rouge-verte » entre la gauche et les milieux paysans, sur le modèle suédois, qui se matérialisa notamment lors des débats sur la fameuse « initiative de crise », déstabilisa les rapports de force en présence (voir Baumann et Moser 1999; Mach 2006, chap. 2).
- 2 Durant la récession du milieu des années 70, la Suisse connut de nombreuses pertes d'emplois (près de 10% de la population active), mais cela ne se traduisit pas par une progression du chômage. La crise fut largement supportée par les travailleurs étrangers, avec des permis précaires (qui ne furent pas renouvelés), et les femmes, qui furent exclus du marché du travail dans des proportions importantes. Après une forte récession, la croissance économique reprit durant la seconde moitié des années 1970 et des années 1980.
- 3 La redéfinition de la place de la Suisse dans le nouveau contexte européen a suscité d'importantes divisions parmi les milieux patronaux, notamment à l'occasion des débats sur le Traité sur l'EEE, rejeté en votation populaire en décembre 1992. Cependant, depuis cette décision populaire, l'option bilatérale a rallié le soutien de la grande majorité des milieux patronaux.
- 4 Les impulsions de ces milieux économiques débouchèrent quelques années plus tard sur la création du Think tank Avenir suisse et également à la création du SECO au sein du Département fédéral de l'économie.

## Références

- Baumann, Werner (1993). *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der schweizerische Bauernverband*. Orell Füssli. Zürich.
- Baumann, Werner et Peter Moser (1999). *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918–1968*. Orell Füssli. Zürich.
- FTMH (1999). *Shareholder Value. Cinq cas dans l'industrie des machines. Stratégies syndicales contre le démantèlement industriel*. Bern.
- Giovanoli, Fritz (1939). *Libre Suisse, voici tes maîtres*. Zürich (version allemande: Giovanoli, Fritz (1934). *Unter der Herrschaft des Finanzkapitals*. Zürich).
- Hilferding, Rudolf (1970, édition originale, 1910). *Le capital financier*. Editions de Minuit. Paris.
- Jost, Hans-Ulrich (1980). *Aperçus théoriques des relations entre l'Etat, l'économie et le capital entre 1870 et 1913. Le cas de la Suisse*. Bulletin du département d'histoire économique. Université de Genève 10.
- Mach, André (2006). *La Suisse entre internationalisation et changements politiques internes: législation sur les cartels et relations industrielles dans les années 1990*. Rüegger Verlag. Chur.
- Mach, André, Gerhard Schnyder, Thomas David et Martin Lüpold (2007). *Transformations of Self-Regulation and New Public Regulations in the Field of Swiss Corporate Governance (1985–2002)*. *World Political Science Review* vol. 3(2).
- Pages de gauche (2006). *La financiarisation de l'économie*. No 48, [www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)
- Schnyder, Gerhard, Martin Lüpold, André Mach et Thomas David (2005). *The Rise and Decline of the Swiss Company Network during the 20th Century*. *Travaux de science politique* No 22, Institut d'Etudes Politiques et Internationales, Lausanne. [www.unil.ch/iepi/page16551.html](http://www.unil.ch/iepi/page16551.html)